



## **TUNISIE/ TUNISIA**

**Omar BEHI**

Secrétaire d'Etat à la production agricole  
Ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche

---

*Monsieur Edmond Panariti, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Aménagement des Eaux de la République Albanaise,*  
*Monsieur Mohammed Sadiki, Vice-Président du CIHEAM,*  
*Monsieur Cosimo Lacirignola, Secrétaire Général du CIHEAM,*  
*Messieurs les Ministres des pays du CIHEAM,*  
*Mr Taieb Baccouche, SG de l'Union du Maghreb Arabe,*  
*Monsieur le Directeur du Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée,*  
*Mesdames et Messieurs les Représentants de la FAO, de l'UE,*  
*Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,*  
*Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,*  
*Distingués invités,*  
*Honorable assistance;*

Je voudrais vous adresser les salutations du Ministre de l'Agriculture de la République Tunisienne, Monsieur Samir Taieb, qui a été retenu à Tunis suite à des obligations gouvernementales malgré l'intérêt qu'il porte à la 11<sup>ème</sup> réunion des Ministres de l'Agriculture des Etats membres du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), organisée et parrainée par l'Albanie en partenariat avec le CIHEAM.

Notre satisfaction est d'autant plus grande que nous sommes aujourd'hui tous réunis, pays membres du CIHEAM et responsables de nombreuses organisations internationales autour d'un thème de grande importance, celui des migrations en Méditerranée.

Mesdames et Messieurs, permettez-moi d'adresser, au nom du Ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Monsieur SAMIR TAIEB mes vifs remerciements à son Excellence Monsieur EDMOND PANARITI, Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de l'Aménagement des Eaux de la République Albanaise, pour

son aimable invitation et pour l'accueil chaleureux, l'hospitalité et l'attention qui ont été prodigués à la délégation tunisienne depuis son arrivée en Albanie.

Mesdames et Messieurs,

Le thème de notre réunion, celui des migrations en Méditerranée, a façonné l'histoire de la région, il continue d'impacter son présent et il déterminera, à coté d'autres facteurs, son avenir.

Les migrations de population ont construit l'histoire de la méditerranée, Carthage aurait elle existé sans la migration des tyrrhéniens en Tunisie, Numidie à l'époque ? La Tunisie est un des pays méditerranéens qui a été fortement impacté par les dynamiques de migration et d'influence de différentes civilisations tout au long de son histoire : amazigh, phéniciennes, romaines, vandales, byzantines, arabes et andalouses, ottomanes, italiennes et française. Pendant une très longue période, la Tunisie a été une terre d'accueil, en témoigne les vagues de migration européennes qui ont commencé dès le 16<sup>ème</sup> siècle avec l'installation de juifs livournais à Tunis, puis qui se sont renforcées jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle avec l'émigration de milliers d'Italiens, en particuliers du Sud, de Maltais et enfin de Français notamment à partir de 1881 avec la colonisation française.

L'immigration des Tunisiens à l'étranger, anciennement orientée vers les Moyen et Proche Orient a suivi les mouvements commerciaux et militaires des états impériaux de l'époque. Le profil de l'immigration tunisienne a changé de typologie au cours du 20<sup>ème</sup> siècle, la majorité des immigrants recherchant de meilleures opportunités d'emploi à l'étranger et notamment en Europe.

Les immigrants tunisiens à l'étranger représentent aux alentours de 10% de la population tunisienne, leur nombre augmente à un taux nettement supérieur à celui de l'accroissement de la population. Cette immigration se fait principalement vers l'Europe (84.4% en 2012) avec un caractère méditerranéen marqué puisque les destinations principales sont la France et l'Italie. Le profil des immigrés tunisiens a évolué, en effet dans les années 80 plus de 85% des immigrés étaient soit illettrés soit de niveau d'éducation basique, actuellement une large majorité d'entre eux ont fait des études secondaire ou universitaire (70% en 2008), par ailleurs une proportion non négligeables d'entre eux sont des cadres (environ 17% en 2008).

Ce profil des immigrés tunisiens reflète certes la question épineuse de l'employabilité des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, mais il est aussi lié à la recherche de cadre de vie et de cadre professionnel meilleurs.

Les zones rurales tunisiennes sont actuellement les plus concernées par l'immigration à but que je qualifierais de « physiologique » car visant d'abord à obtenir un emploi honorable. Cette situation est fortement liée au modèle de développement agricole que la Tunisie a suivi depuis l'indépendance, voire dès la période coloniale, en transposant à l'agriculture tunisienne le modèle européen et américain de la révolution verte. Ce modèle a certes permis à la Tunisie d'enregistrer des avancées louables dans la couverture des besoins alimentaires de la population. En effet, le secteur agricole a pu doubler sa production tout en améliorant le taux de couverture des importations par les exportations qui est passé de 40% au milieu des années 80 pour s'établir entre 60% et 97,6% au cours des cinq dernières années. De plus, la sécurité alimentaire nationale a été améliorée tant du point de vue quantitatif que qualitatif. En effet, la demande intérieure pour plusieurs produits (légumes, fruits, lait et viandes) est entièrement ou quasiment couverte par la production nationale, avec des excédents de production enregistrés pour plusieurs de ces spéculations. Par ailleurs, l'agriculture est resté le secteur qui a maintenu, voire renforcé sa croissance et sa contribution au PIB malgré la conjoncture économique difficile des dernières années en Tunisie. Il génère environ 9% du PIB et contribue à hauteur de 10% des exportations des biens et services. Enfin le secteur occupe entre 16% et 18% de la population active selon les années, ce taux atteint 40% dans le milieu rural, le plus touché par le phénomène de l'immigration.

Cependant, malgré ces résultats louables sur le plan macroéconomique, le modèle de développement agricole actuel reste peu adapté, économiquement et techniquement à la grande majorité des petits exploitants agricoles (moins de 10 ha) qui, soulignons le, représentent plus de 75% des agriculteurs tunisiens. Il s'en est suivi une fragilisation d'une grande partie de cette catégorie d'exploitants agricoles dont l'augmentation des charges n'a pas été compensée par une amélioration parallèle des revenus et par conséquent des conditions de vie de ces agriculteurs et de leurs familles.

L'adoption d'un nouveau modèle de développement agricole visant à développer la productivité, la rentabilité, la résilience et la durabilité des deux grandes catégories d'agriculteurs et aussi d'agricultures, à savoir d'une part les grandes exploitation agricoles (4000 exploitations totalisant 1 200 000 ha) et d'autre part les petites exploitations agricoles, qui rappelons le regroupent la majorité des agriculteurs tunisiens, représentera une des priorités du MINAGRI en Tunisie au cours des années à venir. Etant

donné la pression importante exercée actuellement sur les facteurs de production sol et eau, le seul levier d'amélioration de la couverture des besoins alimentaires nationaux, ne pourra provenir que du progrès technologique et de sa maîtrise par les différents type d'agriculteurs, du contrôle des pertes et des excès alimentaires, et du développement de chaines de valeurs équitables et de proximité. Ce défi met les secteurs de la recherche innovation et transfert, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle agricoles à l'avant garde des nouveaux enjeux stratégiques du secteur pour la production non seulement d'itinéraires techniques, de matériels biologique et d'équipements adaptés aux contextes des exploitations bénéficiaires, mais aussi de ressources humaines bien formés, ainsi que de politiques agricoles en harmonie avec les contextes socio-économiques et agro-écologiques qui leurs sont spécifiques. Dans cette dynamique que le MINAGRI entreprend d'impulser, nous avons l'honneur d'annoncer le lancement du projet de création d'un centre international d'agro-écologie méditerranéenne qui sera implanté au Nord Ouest de la Tunisie et d'un projet pilote d'agriculture de conservation, et ce dans l'objectif d'anticiper dès aujourd'hui l'émergence de nouveaux modèles d'agriculture durable et performante adaptés à la Tunisie et plus généralement à la méditerranée du sud, qui rappelons le constitue un point chaud "Hot Spot" en terme de réchauffement climatique.

Mesdames et Messieurs,

Le développement durable de la petite exploitation agricole y compris dans ses dimensions paysannes et familiales, est un certes un levier important d'amélioration de la sécurité alimentaire nationale mais aussi et surtout un moteur de croissance économique des régions rurales notamment dans les zones intérieures de la Tunisie. En effet, le revenu du petit agriculteur est quasi intégralement réinjecté dans l'économie locale. La Tunisie d'aujourd'hui a plus que besoin de ce moteur de croissance, et ce dans le cadre d'une nouvelle vision ciblant à développer, d'une part, les activités de services agricoles innovants et adaptés aux contextes technique et socioéconomique des agriculteurs bénéficiaires, et d'autre part de chaines de valeur équitables et de proximité. Ces activités de services et ces chaines de valeur devront être conçues pour attirer les diplômés du supérieur. En d'autres termes, nous avons besoin, plus qu'auparavant du savoir et des jeunes pour faire évoluer durablement et de manière inclusive et équilibrée l'agriculture tunisienne avec sa diversité de terroirs.

Ces orientations ont été intégrées au plan quinquennal agricole 2016-2020, nous les retrouvons dans le slogan du plan stratégique du système de la recherche et de l'enseignement supérieur, Tunisie nouvelle agriculture du savoir تونس فلاحة التجديد المعرفي, plan auquel, signalons le, le CIHEAM a apporté un appui fort apprécié.

A cet égard, il convient de souligner que le projet d'agenda stratégique du CIHEAM se recoupe parfaitement avec les enjeux généraux et les orientations stratégiques de l'agriculture tunisienne et de son système de la recherche et de l'enseignement supérieur.

L'amélioration du cadre de vie des populations rurales représente un autre enjeu d'importance pour leur maintien dans les régions rurales. En effet, le développement de l'agriculture et son attractivité pour les jeunes dépendra de l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations rurales et de la gouvernance des territoires ruraux.

Mesdames et Messieurs,

La question des migrations dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord représente un phénomène complexe dont les causes fondamentales se trouvent souvent bien au-delà des frontières des pays concernés. Ainsi en 2015, 64% des migrants internationaux de la région MENA provenaient d'autres régions. De plus, une partie non négligeable de ces migrants finissent par s'établir dans la région. ainsi plus de la moitié des migrants originaires du MENA reste dans cette zone. Ces chiffres montrent bien que le problème des migrations en Méditerranée doit être abordé avec une approche globale incluant l'ensemble des organisations régionales concernées en amont et à l'aval par les dynamiques de flux migratoires.

Mesdames et Messieurs,

La question des migrations en Méditerranée nous interpelle tous aussi bien du côté de la rive nord que de la rive sud de la Méditerranée et même bien au-delà, pour trouver ensemble et partager des approches innovantes et des solutions efficaces permettant de lutter contre les facteurs d'insécurité physique, alimentaire, climatique socio-économique et politique qui représentent les causes fondamentales des flux migratoires affectant aujourd'hui la Méditerranée. A cet égard, je demeure convaincu que l'agenda stratégique du CIHEAM représente une excellente base pour travailler ensemble dans ce sens.

Il me reste, pour terminer, à remercier vivement, au nom du Ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche, Monsieur Samir Taieb, les autorités albanaises et le CIHEAM, en souhaitant que les travaux de notre rencontre débouchent sur des résultats tangibles pour tous ceux qui habitent des deux cotés de la Méditerranée.

Je vous remercie pour votre aimable attention.